

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1227

Artikel: Stérile moratoire
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015622>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Stérile moratoire

(jd) A mi-parcours, le moratoire nucléaire démocratiquement imposé n'a pas tenu ses promesses. Sauf pour les producteurs et distributeurs d'énergie qui, en embuscade, attendent de pied ferme une vigoureuse reprise de la consommation. En effet, si Adolf Ogi a pu fêter le cinquième anniversaire de son programme «Energie 2000» avec un optimisme certain, c'est qu'il a reçu un sérieux coup de pouce de la récession et d'un climat particulièrement favorable. Les multiples activités de recherche, de développement et de formation lancées et soutenues par ce programme ont certes débouché sur des expériences fructueuses, des innovations prometteuses et des compétences accrues. Mais ce capital technique et humain est loin d'avoir réalisé une percée significative sur le marché. Il n'y a rien d'étonnant à ce faible impact quand on sait que le prix de l'essence est inférieur de 20% à son niveau d'il y a 20 ans, le mazout meilleur marché de 40% et même l'électricité de 8%.

C'est donc dans le prix que se cache le ressort d'une politique efficace de l'énergie. Un prix politiquement fixé par le biais de taxes d'incitation progressivement augmentées, et dont le montant serait restitué aux ménages et aux entreprises, favorisant ainsi les consommateurs économes. Et non, comme le préconisent les écologistes, un moyen de renflouer les caisses de l'Etat: on ne peut à la fois garantir les ressources fiscales des collectivités publiques et promouvoir des économies d'énergie qui tariraient ces ressources.

Il reste maintenant cinq ans pour peaufiner ce scénario. Pour passer de l'ère de l'expérimentation et des pionniers de bonne volonté à celle de la minimisation systématique



un *sleep-in* pour femmes et tourne sans salaires ni direction. A Zurich, le ZAGJP, qui comme beaucoup de ces projets, a pris le relais après la fermeture de la Platzspitz, publie un magazine gratuit, *Magazin Mascara*, fait par et pour les femmes toxicomanes. Le groupe ZAGJP est présent en permanence dans la rue.

En Allemagne, où le travail de rue est reconnu depuis longtemps, de nombreux projets novateurs ont vu le jour: fitness pour toxicomanes, ateliers de musique techno, mobile musical (scène mobile multifonctions, installée dans une ancienne déménageuse)... Le soutien aux jeunes marginaux passe également par la reconnaissance de toute une culture de rue, faite de graffitis, de tags, de styles musicaux comme le rap et dérivés. On le voit, ce type d'aide, émanant souvent de politiques alternatives, n'entend pas se cantonner à la prévention pure et simple. ■

des besoins énergétiques. Une occasion rêvée pour la Suisse de moderniser son économie et de disposer, avec le savoir-faire ainsi acquis, d'un atout incomparable sur les marchés internationaux.

Si ce laps de temps n'est pas mis à profit, le moratoire n'aura été qu'une parenthèse stérile entre deux guerres énergétiques tout aussi stériles. ■

ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES

Plutôt la parité tout de suite

(fb) Le très net refus par le corps électoral de la Ville de Berne de réserver 40% des sièges du législatif communal aux femmes (DP 1225) confirme l'impopularité de la notion de quota, prônée par ailleurs par une initiative populaire déposée sur le plan fédéral. Cette idée cumule des objections techniques et psychologiques qui rejoignent les critiques à l'égard des programmes d'«affirmative action» aux Etats-Unis (et qui ne sont pas toutes de mauvaise foi et dirigées contre l'objectif recherché): les femmes y sont présentées comme une minorité à promouvoir, le moyen proposé est tortueusement juridique et recourt paradoxalement au favoritisme dans le but d'introduire plus d'égalité.

Il existe une autre voie, déjà présentée dans ces colonnes (DP 1023 du 17.1.91 et DP 1029 du 28.2.91): revendiquer la parité hommes/femmes dans les parlements. Foin de quota et de favoritisme, mais un système électoral clair et simple; chaque électeur ou électrice dispose de deux bulletins, l'un pour la moitié masculine et l'autre pour la moitié féminine du conseil à élire. Pour chacune des deux moitiés, les modalités de vote sont les mêmes qu'aujourd'hui: répartition proportionnelle entre les listes, possibilité de biffer ou d'ajouter des noms déterminant l'ordre final des élus-e-s, etc.

La parité va plus loin que le quota en réalisant d'emblée et de manière intangible un idéal d'égalité entre les hommes et les femmes. Et pourtant cette idée paraît plus acceptable, parce qu'elle a la séduction de l'évidence; toute personne est soit un homme soit une femme, toute personne a en elle une part masculine et une part féminine, il importe que le personnel politique de base (le législatif) reflète cette réalité sans parti-pris. La parité est une peu au quota ce que la «nouvelle gestion publique» est à l'Etat-providence: un saut qualitatif.

Après la tentative bernoise sur le quota, il faut espérer qu'une ville ou un canton voudra tester la solution de la parité. Le suffrage féminin ou l'abaissement du droit de vote à 18 ans l'ont montré, il faut partir de réalisations locales et ne pas craindre les échecs initiaux pour faire avancer une idée. ■

REPÈRES

«Vivre dans la rue, la rue comme espace de vie», 6^e Symposium international sur le travail de jeunesse en milieu ouvert, du 18 au 21 septembre, à Soleure, avec plus de 200 spécialistes venus de 17 pays européens.